

## **Jean Peyrelevade : " La France est au bord du précipice mais nos politiques sont ignares "**

Titre(s) : Jean Peyrelevade : " La France est au bord du précipice mais nos politiques sont ignares " [[periodique]] / Thomas Mahler

Ensemble : Express (L') 3906

Auteur(s) : Mahler, Thomas

Editeur, producteur : 13/05/26

Description matérielle : pp.46-48

ISSN : 0014-5270

Note sur la description matérielle : 3

Résumé ou extrait : Jean Peyrelevade dresse un diagnostic très sombre de l'économie française, qu'il juge minée à la fois par le déclin de son appareil productif et par une dérive durable des finances publiques. Il rappelle que la France est passée du 13e rang mondial au 25e en PIB par habitant depuis 1980. En 2024, le PIB par habitant de l'Allemagne atteint 119 % de celui de la France, contre 107 % en 2000, et celui des Pays-Bas 138 % contre 117 %. La France est désormais légèrement sous la moyenne européenne alors qu'elle se situait plus de 20 % au-dessus en 2000, soit, selon lui, l'équivalent d'un point de PIB perdu par an. Faute de produire suffisamment, le pays s'endette, avec une dette publique de 118 % du PIB et un déficit annuel supérieur à 5 % du PIB. Il attribue l'essentiel du déséquilibre aux dépenses sociales. Les dépenses publiques atteignent 57 % du PIB, soit 8 points de plus que la moyenne de l'Union européenne. Les retraites pèsent à elles seules 55 milliards d'euros par an sur le déficit, dont environ 45 milliards pour celles de la fonction publique. Les dépenses de santé représentent 12 % du PIB, avec un reste à charge d'environ 9 %, inférieur de 5 à 6 points à la moyenne européenne. Il souligne aussi que les prélèvements fiscaux et sociaux pesant sur les entreprises atteignent 13 % du PIB, soit 6 points de plus que la moyenne européenne, ce qui pénalise selon lui la compétitivité et les salaires. Très critique envers l'inculture économique de nombreux responsables politiques, il rejette la proposition d'un smic à 1 690 euros, soit une hausse de 17 %, supérieure aux 14 % envisagés par le Nouveau Front populaire. Il estime qu'une telle mesure fragiliserait les PME, alors que 2,5 millions de personnes sont au smic, qu'environ 10 millions vivent avec un revenu inférieur, et que le smic représente déjà 66 % du revenu médian ; ce ratio grimperait à 75 %, un niveau qu'il juge intenable. Il conteste aussi la faisabilité d'une taxe de 2 % sur 1 800 ultrariches possédant plus de 100 millions d'euros, censée rapporter 20 milliards d'euros. Selon lui, même une réforme des retraites, qui portent sur plus de 400 milliards d'euros de dépenses annuelles, ne réduirait le déficit qu'à hauteur de 2 points de PIB. Il préconise donc un redressement rapide via la CSG, une hausse modérée de la TVA et un effort fiscal accru des plus riches, tout en avertissant qu'une victoire du Rassemblement national en 2027 pourrait déboucher sur une crise politique puis financière....

Sujet - Nom commun : Économie -- France

Finances publiques -- France  
Produit intérieur brut -- France  
Politique économique -- France